



**Conférence des Parties à la  
Convention des Nations Unies  
contre la criminalité  
transnationale organisée**

Distr.: Limitée  
21 octobre 2005

Français  
Original: Anglais

Deuxième session  
Vienne, 10-21 octobre 2005

**Projet de rapport**

*Rapporteur:* Said Nasser **Al-Harthy** (Oman)

**Additif**

**VI. Autres questions**

**B. Relation entre la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et la future conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption**

1. À sa 13<sup>e</sup> séance, le 18 octobre, la Conférence a examiné le point 5 b) de l'ordre du jour sur la relation entre la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et la future conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption. Elle était saisie du rapport du secrétariat sur la question (CTOC/COP/2005/5).
2. En présentant ce point de l'ordre du jour, le Président a noté que le débat de la Conférence des Parties ne visait pas à déboucher sur une décision qui aurait des incidences pour la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale ou pour la future conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption. Il a souligné que l'examen de la relation entre les trois organes intergouvernementaux avait pour objectif de veiller à ce qu'ils s'acquittent de leurs mandats respectifs avec la plus grande efficacité et qu'ils travaillent de manière complémentaire et cohérente en évitant tout chevauchement d'efforts et de tâches.
3. De nombreux intervenants ont noté que si ces trois organes poursuivaient le même objectif, à savoir renforcer la coopération internationale en matière de prévention du crime et de justice pénale, chacun d'eux avait des mandats et des tâches clairement définis, distincts et spécifiques. Les Conférences des Parties



étaient chargées d'examiner et de faciliter l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée<sup>1</sup> et de la Convention des Nations Unies contre la corruption<sup>2</sup>, respectivement, tandis que la Commission était le principal organe directeur de l'ONU dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale. En tant que tel, elle formulait des orientations stratégiques fondamentales à l'intention des États et était en mesure d'évaluer les tendances et de faire face aux nouvelles formes de criminalité comme la cybercriminalité, le trafic illicite des organes et des ressources naturelles. Il n'existait aucun chevauchement entre les trois entités, dans la mesure où chacune avait un domaine de compétence distinct et un rôle fondamental à jouer.

4. De nombreux orateurs ont donc estimé qu'éviter le chevauchement d'activités ne constituerait pas une question majeure tant que chaque organe restait dans son domaine de compétence clairement défini. Il a été noté qu'il incombait en premier lieu aux États participant aux délibérations de ces organes de veiller à éviter tout chevauchement. Le fait que les secrétariats des Conférences et de la Commission faisaient partie d'une seule et même entité, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime se révélerait utile dans ce contexte, étant donné que ceux-ci pourraient prévenir chacun des organes de tout risque de chevauchement qui pourrait résulter des décisions envisagées par l'autre.

5. Une coordination et une communication adéquates étaient également essentielles pour prévenir tout chevauchement et tirer le meilleur parti des ressources. Plusieurs intervenants ont proposé que les rapports des Conférences des Parties soient portés à l'attention de la Commission et que les Conférences soient tenues informées des travaux de la Commission.

6. S'agissant de la relation entre la Conférence des Parties à la Convention contre la criminalité organisée et la future conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, certains intervenants étaient d'avis que la Conférence des Parties devrait en temps opportun s'appuyer sur la Conférence des États parties pour l'examen approfondi des questions liées à la corruption, de manière à maximiser la cohérence de l'application de l'article 8 (Incrimination de la corruption) de la Convention contre la criminalité organisée. Il a toutefois été reconnu que le champ d'application des deux Conventions était différent et qu'il fallait tenir pleinement compte des implications qui en résultaient.

7. Commentant les méthodes de travail de la Conférence des Parties, plusieurs intervenants étaient d'avis que, dans la mesure où ses travaux porteraient concomitamment sur l'incorporation des instruments dans les législations et l'examen des obstacles pratiques à leur application, la Conférence devrait profiter de plus en plus de la présence d'experts et de praticiens. Il a été souligné à cet égard que l'ordre du jour de la Conférence devrait être ciblé, afin de permettre aux délégations de se préparer sérieusement sur la base d'une documentation fournie par le secrétariat en temps utile et de mener des débats ouverts et de fond. Un intervenant a souligné que les organisations non gouvernementales auraient un rôle important à jouer en aidant la Conférence à traiter les questions pratiques relatives à l'application de la Convention.

---

<sup>1</sup> Résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I.

<sup>2</sup> Résolution 58/4 de l'Assemblée générale, annexe.

8. On a estimé que, si la participation des experts aux travaux de la Conférence était souhaitable, des représentants gouvernementaux de haut niveau ne devraient pas moins y participer également, pour exprimer la ferme détermination des États parties de faire face à la menace sérieuse que posait la criminalité transnationale organisée. Les invitations à la Conférence devraient guider les États dans le choix de leurs représentants au niveau approprié.

9. Des observations ont été faites sur la longueur des sessions de la Conférence. Certains intervenants ont noté qu'il était difficile pour les délégations de couvrir une conférence de deux semaines. D'autres ont fait valoir qu'il fallait se garder de prendre des décisions hâtives et ont appelé l'attention sur le fait qu'après sa troisième session en 2006, la Conférence entamerait un cycle biennal et, partant, aurait un programme de travail chargé.

10. Dans ce contexte, on a estimé qu'il conviendrait que le Bureau, éventuellement complété par les "Amis du Rapporteur" et épaulé par le secrétariat, comble l'intervalle de deux ans entre les sessions en se réunissant pendant cette période pour préparer la session suivante.

11. Notant qu'en 2006, la Conférence des Parties à la Convention contre la criminalité organisée et conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption tiendraient l'une et l'autre une session, respectivement leur troisième et première session, un intervenant a exprimé l'espoir qu'une telle situation puisse être évitée dans l'avenir et déclaré que l'on devrait se pencher sur cette question au moment de l'élaboration du règlement intérieur de la Conférence des États parties à la Convention contre la corruption.

---